

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

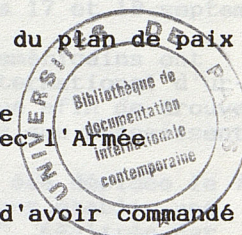
Informations du Guatemala

5° année / N°234

du 21 au 27 août 1987

POLITIQUE

Une commission de contrôle et d'application du plan de paix est constituée
L'URNG juge positif l'accord de paix
Le gouvernement refuse à nouveau le dialogue
Les dirigeants politiques se sont réunis avec l'Armée
Opération militaire à San Marcos
L'armée a enlevé un dirigeant socialiste
Un dirigeant démocrate-chrétien est accusé d'avoir commandé un enlèvement
Les fumigations reprennent



INSURRECTION

Quatorze pertes dans l'armée au cours de divers affrontements

MOUVEMENT POPULAIRE

Protestation paysanne contre le manquement à la promesse de remises de terres

SITUATION SOCIALE

Opposition aux fumigations

DROITS DE L'HOMME

Disparition de cinq mineurs
Une prison secrète à Solola
Un militaire homicide est relaxé
Des représentants militaires nommés à la Cour suprême de justice

4°P. 12315

POLITIQUE

UNE COMMISSION DE CONTROLE ET D'APPLICATION DU PLAN DE PAIX EST CONSTITUEE

Les treize ministres des Affaires étrangères des pays membres du groupe de Contadora, du groupe d'Appui et des pays centraméricains, ainsi que le secrétaire général de l'Organisation des états américains et le représentant personnel du secrétaire général des Nations unies, ont approuvé, le 22 août à Caracas, la création d'une commission internationale de contrôle et d'application du plan de paix.

Cette commission commencera ses travaux les 17 et 18 septembre prochain, au Nicaragua.

De la même manière, les diplomates latino-américains ont décidé de mettre en marche un programme international d'urgence de coopération économique et technique afin de trouver des solutions aux problèmes les plus graves que connaissent les pays centraméricains.

La mise en place de cette commission avait été décidée le 7 août, au moment de la signature du plan "pour établir une paix ferme et durable en Amérique centrale", réalisée par les cinq présidents de la région.

L'URNG JUGE POSITIF L'ACCORD DE PAIX

Selon un communiqué du commandement général de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) diffusé le 21 août, l'accord de paix souscrit début août au Guatemala ouvre des possibilités pour que le gouvernement du président Cerezo modifie sa position et accepte publiquement le dialogue avec l'insurrection.

Dans son document, l'URNG estime que l'accord d'Esquipulas II, "malgré ses importantes lacunes et le risque de croire les symétries imaginaires qu'il présente", est un pas positif car il offre "un espace pour développer les solutions politiques dans la région".

La plus haute instance de l'insurrection guatémaltèque souligne en outre que, parmi les aspects positifs de l'accord, on trouve le rejet des "desseins, pressions et manoeuvres des Etats-Unis, et l'approbation de la démarche latino-américaniste de Contadora" en élevant au rang d'institution le groupe des Huit.

LE GOUVERNEMENT REFUSE A NOUVEAU LE DIALOGUE

Au cours de déclarations faites le 24 août, le président Vinicio Cerezo a refusé à nouveau d'établir un dialogue politique avec l'URNG tant que l'insurrection n'aurait pas déposé les armes, soulignant que le conflit au Guatemala "n'est pas militaire mais politique".

Le chef de l'Etat a néanmoins déclaré que son gouvernement mettra en place des mécanismes de réconciliation "comme le prévoit le document signé par les présidents de la région". A différentes reprises, l'URNG a fait savoir que le dépôt des armes de la part de l'insurrection ne pouvait être une condition préalable au dialogue, mais devait représenter la garantie politique de la réalisation de ce même dialogue.

LES DIRIGEANTS POLITIQUES SE SONT REUNIS AVEC L'ARMEE

Selon la presse locale, des dirigeants de tous les partis politiques se sont réunis le 20 août avec le président Vini- cio Cerezo et le haut commandement de l'Armée afin d'étudier le grave problème de la violence.

Le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, a déclaré pendant la réunion que l'armée avait eu plus de cent morts ou blessés au cours de 19 affrontements avec la guérilla dans le département de San Marcos, et il a ajouté que le nombre d'insurgés dans cette région avait augmenté considérablement ces derniers temps.

Il a également reconnu qu'il existait de nombreux groupes armés hors de tout contrôle officiel.

De son côté, Mario Solorzano, secrétaire général du Parti socialiste démocratique (PSD), a renouvelé son exigence pour la réapparition en vie du dirigeant socialiste Ernesto Tema Perez, enlevé par l'armée le 27 juillet à San Marcos.

OPERATION MILITAIRE A SAN MARCOS

Selon une information officielle diffusée le 20 août, l'armée gouvernementale a commencé, quelques jours auparavant, une opération anti-insurgée dans le département de San Marcos, à l'ouest du pays. Cette opération se déroule en particulier dans les communes de San Rafael Pie de la Cuesta et de Esquipulas Palo Gordo.

Ce même jour, la presse a fait savoir que deux paysans avaient été assassinés par balles à leur domicile, dans le village de Sombrerito Bajo, commune de Nuevo Progreso, San Marcos. Les deux victimes sont Pascual Basilio Orozco Carreto et Rosendo Anival Galindo Orozco.

L'ARMEE A ENLEVE UN DIRIGEANT SOCIALISTE

L'armée du Guatemala est responsable de l'enlèvement du dirigeant du Parti socialiste démocratique (PSD) Ernesto Tema Perez et de son frère Juan Tema Perez, a accusé, le 21 août Antonia Perez de Tema, mère des victimes.

L'enlèvement a eu lieu le 27 juillet. A cette occasion, des membres de l'armée ont également incendié les domiciles des victimes et volé la voiture de l'un d'eux.

UN DIRIGEANT DEMOCRATE-CHRETIEN EST ACCUSE D'AVOIR COMMANDE UN ENLEVEMENT

Juan Alfaro Mijangos, secrétaire général de la Confédération d'unité syndicale du Guatemala (CUSG), a accusé, le 23 août, Rosauro Arriaga, secrétaire général de la démocratie-chrétienne du Guatemala (DCG) pour le département de Suchitepequez, d'être le responsable de l'enlèvement d'un responsable syndical de la commune de San Antonio, située dans ce même département.

Rene Araujo, dirigeant du syndicat des travailleurs de la municipalité de San Antonio, a été enlevé le 19 août et libéré deux jours plus tard, après avoir été obligé de donner les noms des membres de la direction syndicale, a ajouté Alfaro Mijangos.

LES FUMIGATIONS REPRENENT

Malgré l'opposition des paysans et habitants des zones concernées, le gouvernement guatémaltèque a ordonné la reprise des fumigations de glyphosphate dans la commune de Tacana, San Marcos, où existeraient des plantations de pavot et de marijuana. Cette information a été donnée le 23 août par la presse.

Selon les sources officielles, ces fumigations, réalisées par des avions nord-américains, ont été suspendues pendant quelques jours car elles affectaient les êtres humains, les animaux et les cultures d'aliments de base.

INSURRECTION

QUATORZE PERTES DANS L'ARMEE AU COURS DE DIVERS AFFRONTEMENTS

Selon des informations connues les 21 et 27 août, l'armée a perdu au moins quatorze hommes au cours de quatre harcèlements, de deux embuscades, d'un combat et d'une occupation réalisés par les forces de l'URNG dans les départements de Solola, San Marcos et El Peten.

Au cours d'un combat qui a eu lieu sur les versants du volcan Tajumulco, l'armée a perdu quatre hommes dont un officier, signale le rapport insurgé, tandis que des unités rebelles ont réalisé des actions de propagande dans le département de Solola.

L'URNG a en outre occupé plusieurs villages du département d'El Peten et causé huit pertes à l'armée dans la zone de Todos Santos Chiquito, San Marcos.

MOUVEMENT POPULAIRE

PROTESTATION PAYSANNE CONTRE LE MANQUEMENT A LA PROMESSE DE REMISES DE TERRES

Environ 150 paysans de Nueva Concepcion, commune de Tiquisate, département d'Escuintla, ont manifesté, le 20 août, face au palais national, contre le manquement à la promesse gouvernementale de leur remettre 1.578 hectares de terres dans cette zone. Cette promesse avait été faite quelques mois auparavant par le président Vinicio Cerezo.

La manifestation a été organisée peu après que Nery Samayoa, président de l'Institut national de transformation agraire (INTA), ait annoncé aux paysans que le gouvernement ne pouvait leur remettre que 225 hectares.

SITUATION SOCIALE

OPPOSITION AUX FUMIGATIONS

Les travailleurs et techniciens guatémaltèques ont demandé, le 24 août, la suspension immédiate et définitive des fumigations de produits chimiques que le gouvernement de Vinicio Cerezo a autorisées dans différentes régions du pays, alors que les préjudices causés n'ont pu être évalués par les autorités gouvernementales.

Au cours d'un forum organisé par l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSITRAGUA), le docteur Heriberto Arreaga Nowell, de la faculté des sciences chimiques et pharmaceutiques de l'université de San Carlos (USAC), a signalé que "l'usage de défoliants peut entraîner des altérations écologiques irréversibles et funestes pour l'homme". Le professeur a ajouté que "les fumigations indiscriminées au dessus de rivières, d'habitations et de villages conduisent à la persistance de grandes quantités de produits toxiques dans le sol et dans le lait maternel, provoquent la contamination des poissons et la destruction de la faune et de la flore". Elles sont la preuve du manque de responsabilité du gouvernement en matière de contrôle de l'usage des herbicides et des défoliants.

DROITS DE L'HOMME

DISPARITION DE CINQ MINEURS

Maria Elena Flores a dénoncé, le 18 août, la disparition de sa fille, Claudia Martina Bobadilla Flores, 15 ans, et de William Merida, également mineur. Les faits ont eu lieu dans la capitale, au moment où les deux jeunes gens allaient faire des courses.

A Rio Hondo, département de Zacapa, Marina Vargas Portillo a dénoncé, de la même manière, la disparition de Miriam Pinto Vargas, 16 ans, et d'Iris Pinto y Pinto, 15 ans. En outre, Leopoldo Armando Rodriguez Garrido, 14 ans, a été enlevé à son domicile, dans un quartier du centre de la capitale. Selon la dénonciation de son père, Polo Rodriguez, l'enlèvement aurait été réalisé par des employés de l'Etat.

UNE PRISON SECRETE A SOLOLA

Le 20 août, les habitants de la commune de San Pedro la Laguna, département de Solola, ont dénoncé l'existence d'une prison secrète dans les caves de la mairie de leur village. Ils ont exigé la suspension immédiate des travaux. Après avoir demandé que ces locaux soient préparés pour un autre usage, les habitants ont déclaré que l'existence d'une prison clandestine viole les droits de l'homme et met en danger la vie des personnes qui pourraient y être enfermées.

UN MILITAIRE HOMICIDE EST RELAXE

Un membre des corps de sécurité de l'armée qui avait, l'année passée, assassiné deux personnes et volé un véhicule afin de s'enfuir du lieu du crime, a été relaxé par les tribunaux civils et militaires le 21 août.

Maria Teresa Tobar, mère de l'une des victimes, a dénoncé ce jugement d'"injustice".

Le jugement rendu par la quatrième chambre de justice et par le tribunal militaire "général Justo Rufino Barrios", déclare la plainte, "apparaît comme une volonté d'aider le coupable dans la mesure où il appartient à l'armée".

L'accusé, Anacleto de la Cruz, suspendu de la direction de la Sécurité de l'Etat-major de la Défense nationale, a abattu, le 9 septembre 1986, Melida Herlinda Paniagua et Manuel Antonio Donis Tobar.

DES REPRESENTANTS MILITAIRES NOMMES A LA COUR SUPREME DE JUSTICE

Les représentants militaires nommés pour faire partie de la Cour suprême de justice de la nation ont prêté serment le 19 août et sont rentré en fonction le lendemain, selon des informations officielles diffusées le 20 août.

Ces informations précisent qu'au cours de la cérémonie étaient présents Edmundo Vaesa Martinez, président de la Cour, les magistrats des troisième et quatrième chambres ainsi que le secrétaire de la magistrature.